

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Repression-des-militants-a-l-etranger-comme-en>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > 8 bonnes raisons d'être antinucléaire > Raison n°6 : les droits humains > **Répression des militants à l'étranger comme en France**

8 octobre 2020

Répression des militants à l'étranger comme en France

Partout où l'industrie nucléaire est présente et où les peuples luttent contre son implantation la répression sévit. Ainsi lors du Forum social mondial antinucléaire qui s'est tenu à Paris en 2017, plusieurs témoins ont fait part de la répression dont ils sont victimes dans leur pays :

Quelques exemples en Afrique

En 2008, le Réseau "Sortir du nucléaire" accusait les autorités françaises de ne pas agir en faveur de Moussa Kaka, journaliste Radio France Internationale (RFI) afin de protéger les intérêts d'Areva au Niger. Son "crime" ? Avoir exercé son métier en prenant contact avec le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ) qui remet en cause les pratiques du pouvoir nigérien et de la multinationale française concernant l'exploitation des mines d'uranium du Niger.

<http://www.sortirdunucleaire.org/Le-journaliste-Moussa-Kaka-est-en>

Puis c'est au Congo, en 2009, que Golden Misabiko, président de l'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho), a été arrêté par l'Agence nationale de renseignements (ANR) après avoir publié un rapport révélant que l'exploitation de la mine d'uranium de Shinkolobwe au Katanga était illégale et "dangereuse pour la santé publique", et dénonçant "le rôle joué par certaines institutions étatiques" dans l'exploitation de la mine. Le Réseau "Sortir du nucléaire" avait alors demandé sa libération : <http://www.sortirdunucleaire.org/URGENT-Demandez-la-liberation>

Et en France, quelle répression ?

La répression des militant·es antinucléaires est forte, notamment autour du projet d'implantation de Cigéo à Bure dans la Meuse. On vous a sélectionné quelques articles et vidéos marquantes sur le sujet mais il y en a beaucoup d'autres à découvrir sur notre site ou sur la toile de manière générale...

Le rapport de la Ligue des droits de l'Homme qui épingle la France pour la gestion de cette situation :

<https://www.ldh-france.org/rapport-sur-les-evenements-survenus-a-bure-et-sur-leur-traitement-judiciaire/>

Le blog Mediapart des opposant.es au projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure <https://blogs.mediapart.fr/stopcigeo-bure> ainsi que les témoignages de plusieurs "malfaiteurs" sur le site lundi matin <https://lundi.am/Bure-Paroles-de-malfaiteurs> ou encore celui de Robin, militant amputé suite à la violence de la répression des manifestations contre la poubelle nucléaire <https://www.facebook.com/watch/?v=10154723476286587> vous donneront un bon aperçu de la répression et de ses conséquences sur les militant·es, leur vie personnelle et parfois même sur leur santé.

Sur la vague d'arrestations de 2018 et les suites vous pouvez lire cet article dans Basta Mag :

<https://www.bastamag.net/Une-nouvelle-vague-d-arrestations-vise-les-militants-anti-nucleaire>

ou si vous préférez vous informer en vidéo par ce débat sur Mediapart :

<https://www.sortirdunucleaire.org/Debat-Mediapart-Bure-evacue-et-apres>

Loin de toucher exclusivement le milieu antinucléaire la répression du mouvement écolo est assez générale en France, comme l'a récemment constaté la Coalition pour les libertés associatives :

<https://reporterre.net/Poursuites-judiciaires-intimidations-le-gouvernement-harcele-les-associations-ecolos>